

Analyse du rapport financier consolidé cumulé des municipalités locales — 2010



Ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire
Direction générale des finances municipales
Février 2013

Québec 

Direction

Nancy Klein

Analyse et rédaction

Nathalie Drolet, CPA, CMA

Collaboration

Yvon Bouchard, CPA, CA

Barbara Carrier, CPA, CGA

Recherche

Sandra Beaupré

Alain Boily

Nathalie Drolet, CPA, CMA

Révision

Sylvie Panneton, CPA, CA

Christiane Truchon, CPA, CGA

Révision linguistique

Marie Ferland

Céline Giroux

Service de l'information financière et du financement

Direction générale des finances municipales

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Ce document est publié sur le site Web du MAMROT : <http://www.mamrot.gouv.qc.ca>

Table des matières

1. Introduction	7
2. Résultats	8
2.1 Sommaire des résultats et de l'excédent 2009 - 2010	8
2.2 Revenus	10
2.3 Charges	13
2.4 Financement des activités de fonctionnement	20
3. Situation financière	21
3.1 Répartition	21
3.2 Dette nette	23
3.3 Immobilisations	25
4. Analyse selon certains indicateurs	28
4.1 Évolution des revenus de taxes	28
4.2 Charges nettes par 100 \$ de richesse foncière uniformisée	30
4.3 Dette nette et excédent accumulé	31
4.4 Dette nette par 100 \$ de richesse foncière uniformisée	32
4.5 Endettement net à long terme et service de la dette	33
4.6 Endettement total net à long terme par 100 \$ de richesse foncière uniformisée	34
4.7 Valeur comptable nette des immobilisations par rapport à leur coût	35
5. Conclusion	36
Annexes	37

Liste des graphiques

Graphique 1 : Répartition des revenus _____	10
Graphique 2 : Évolution des revenus par catégories _____	11
Graphique 3 : Répartition des charges par fonctions _____	14
Graphique 4 : Évolution des charges par fonctions _____	15
Graphique 5 : Répartition des charges par objets _____	17
Graphique 6 : Évolution des charges par objets _____	18
Graphique 7 : Comparaison des revenus de fonctionnement et des revenus de taxes avec les charges _	20
Graphique 8 : Évolution des actifs financiers, des passifs et de la dette nette _____	23
Graphique 9 : Répartition des acquisitions d'immobilisations par catégories – 2010 _____	25
Graphique 10 : Source de financement des acquisitions d'immobilisations – 2010 _____	26
Graphique 11 : Comparaisons des principales sources de financement avec les acquisitions d'immobilisations _____	26
Graphique 12 : Progression des revenus de taxes, de la RFU et du PIB _____	28
Graphique 13 : Progression de la charge fiscale moyenne, du revenu personnel disponible et de l'indice des prix à la consommation _____	29
Graphique 14 : Évolution des charges nettes et des charges nettes par 100 \$ de RFU _____	30
Graphique 15 : Évolution de l'excédent accumulé et de la dette nette _____	31
Graphique 16 : Évolution de la dette nette et de la dette nette par 100 \$ de RFU _____	32
Graphique 17 : Progression de l'endettement net à long terme, des intérêts sur la dette à long terme et du remboursement de capital _____	33
Graphique 18 : Évolution de l'endettement total net à long terme par 100 \$ de RFU _____	34
Graphique 19 : Évolution de la valeur comptable nette des immobilisations par rapport à leur coût ____	35

Liste des tableaux

Tableau 1 : Sommaire des résultats et de l'excédent 2009-2010 _____	8
Tableau 2 : Situation financière au 31 décembre 2009-2010 _____	21

Liste des annexes

Annexe 1 : Glossaire _____	38
Annexe 2 : Liste des municipalités absentes _____	43
Annexe 3 : Source des données _____	45
Annexe 4 : Évolution des revenus de fonctionnement par catégories _____	46
Annexe 5 : Évolution des revenus d'investissement par catégories _____	46
Annexe 6 : Évolution des revenus totaux par catégories _____	47
Annexe 7 : Évolution des charges par fonctions _____	48
Annexe 8 : Évolution des charges par objets _____	48
Annexe 9 : Évolution de la situation financière _____	49
Annexe 10 : Évolution des acquisitions d'immobilisations par catégories _____	50
Annexe 11 : Évolution de la valeur comptable nette des immobilisations par catégories _____	50

1. Introduction

Les municipalités sont soumises à des lois qui contiennent plusieurs exigences concernant l'emploi des deniers. La Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec exigent la présentation de leur rapport financier selon le formulaire élaboré par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) ainsi que sa transmission au MAMROT chaque année. Le MAMROT rend disponibles, sur son site Web, les informations recueillies. De plus, ces informations sont utilisées pour les analyses, graphiques et tableaux faisant l'objet de ce document.

Cette analyse expose la situation financière globale des municipalités du Québec au 31 décembre 2010, soit pour plus de 1 000 municipalités regroupant près de 7,8 millions d'habitants. Elle débute par une section intitulée « Résultats » qui contient un survol des résultats de l'année, lesquels sont comparés avec ceux de l'exercice précédent. Viennent ensuite la répartition des revenus et des charges ainsi que leur évolution suivie de l'étude du financement des activités de fonctionnement.

La partie suivante porte sur la situation financière des municipalités aussi appelée le bilan. Dans un premier temps, un tableau présente chacun des éléments d'actifs et de passifs au 31 décembre 2009 et 2010. La dette nette, incluant la variation des actifs et des passifs, est par la suite exposée. L'étude des immobilisations et de leur mode de financement complète ce portrait.

Finalement, les résultats financiers globaux du milieu municipal québécois sont évalués selon sept indicateurs différents, dont la dette nette par 100 \$ de richesse foncière uniformisée et la valeur comptable nette des immobilisations par rapport à leur coût.

NOTES : - La période utilisée pour mesurer l'évolution des données et des ratios est limitée à quatre ans, soit de 2007 à 2010 en raison des changements majeurs que la comptabilité municipale a subis en 2007. Ces changements, notamment la consolidation, font en sorte que les résultats avant et après 2007 sont difficilement comparables.

- L'analyse des revenus et des charges présentée dans la section 2 est faite à partir des données cumulées des municipalités locales. Aucune élimination n'est effectuée concernant les services que certaines municipalités se rendent entre elles ainsi que les quotes-parts versées par les municipalités reconstituées aux municipalités centrales, puisque l'information contenue dans le rapport financier ne permet pas de faire toutes les éliminations nécessaires. Les revenus et les charges en cause ne sont toutefois pas suffisants pour influencer de façon significative les résultats de l'analyse.

2. Résultats

2.1 Sommaire des résultats et de l'excédent 2009-2010

Le tableau 1 présente un aperçu des résultats et de l'excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales des années 2009 et 2010. Les sections 2.2 et 2.3 contiennent une analyse plus détaillée des revenus et des charges alors que la section 2.4 traite du financement des activités de fonctionnement.

Tableau 1 : Sommaire des résultats et de l'excédent 2009-2010

	2010	2009	Variation	
	(en M\$)	(en M\$)	(en M\$)	(en %)
Revenus				
Taxes	10 008,1	9 377,3	630,9	6,7
Paiements tenant lieu de taxes	781,7	710,7	70,9	10,0
Transferts	2 966,4	2 542,7	423,7	16,7
Services rendus	1 919,7	1 860,0	59,7	3,2
Autres revenus	1 891,0	1 769,7	121,3	6,9
Quotes-parts diverses	539,4	496,3	43,1	8,7
Total des revenus	18 106,3	16 756,7	1 349,6	8,1
Charges				
Administration générale	1 751,1	1 754,6	(3,6)	(0,2)
Sécurité publique	2 682,4	2 576,1	106,3	4,1
Transport	3 906,0	4 041,8	(135,8)	(3,4)
Hygiène du milieu	2 436,0	2 286,0	150,0	6,6
Loisirs et culture	1 967,1	1 830,8	136,4	7,4
Frais de financement	1 080,3	1 028,5	51,8	5,0
Autres	1 214,1	1 158,2	55,9	4,8
Total des charges	15 037,0	14 676,1	360,9	2,5
Excédent de l'exercice	3 069,3	2 080,6	988,7	47,5
Moins : revenus d'investissement	2 076,0	1 780,5	295,5	16,6
Excédent de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	993,3	300,1	693,2	231,0
Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	777,7	474,1	303,6	64,0

En 2010, les revenus des municipalités sont supérieurs de 1 350 millions de dollars à ceux de l'exercice précédent. Cette augmentation de 8,1 % est causée essentiellement par la hausse de 631 millions des revenus de taxes, et par celle de 424 millions des transferts provenant principalement du Plan québécois des infrastructures et du Plan d'action économique du Canada.

Les charges ont augmenté de façon plus modeste. Leur croissance est de 2,5 %, soit de 361 millions de dollars. Ce ralentissement apparent est causé par la particularité comptable relative aux régimes de retraite de la Ville de Montréal, décrite dans la section 2.3.2.2, qui fait diminuer les charges de 395 millions de dollars. Il n'est pas possible, à partir du rapport financier, de déterminer l'effet de cette particularité comptable sur chacune des fonctions présentées dans le tableau 1. On remarque toutefois que la diminution des charges de transport est contrebalancée par la croissance des charges pour l'hygiène du milieu, les loisirs et la culture et la sécurité publique.

En 2010, tout comme en 2009, les municipalités ont généré plus de revenus que ne l'exigent leurs charges. Leur excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales est supérieur de 304 millions de dollars à celui de 2009 malgré une hausse de plus de 500 millions de dollars des affectations aux activités d'investissement et à l'excédent accumulé. L'excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales correspond à 2,8 % des revenus en 2009 et à 4,3 % en 2010.

2.2 Revenus

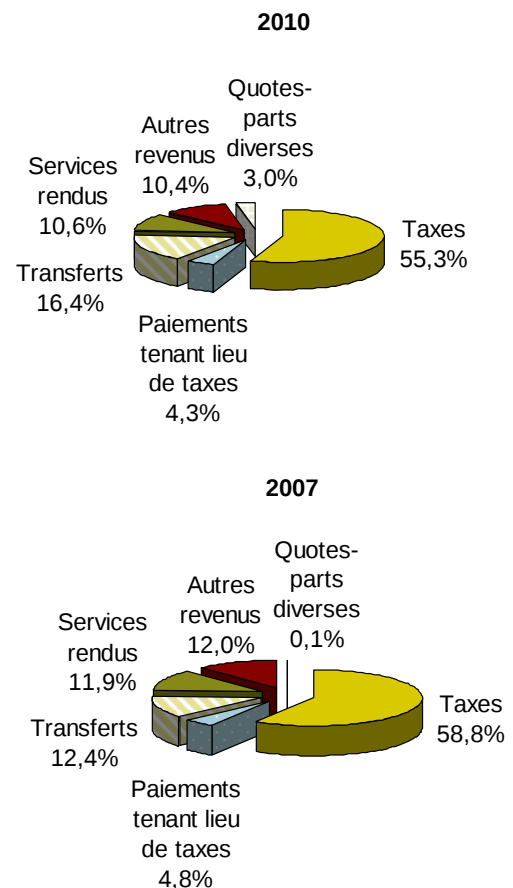
Les revenus proviennent de différentes sources. Ils comprennent des revenus dits autonomes tels que les taxes, les paiements tenant lieu de taxes, les services rendus et les quotes-parts. Ils incluent aussi des transferts reçus du gouvernement du Québec et du Canada.

2.2.1 Répartition

Les revenus des municipalités sont passés de 14,7 à 18,1 milliards de dollars entre 2007 et 2010. Le graphique 1 compare leur répartition en 2010 avec celle de 2007. Les constats suivants en ressortent :

- L'importance des revenus autonomes a légèrement diminué. Celle des transferts a augmenté. Donc, la vulnérabilité des municipalités, liée à leur dépendance économique à l'égard d'un autre palier de gouvernement, s'en trouve accrue. Par contre, l'augmentation des transferts améliore leur capacité à s'acquitter de leurs obligations actuelles, tant au niveau de la dette que de la prestation de services, sans alourdir le fardeau fiscal qui pèse sur les habitants des municipalités.
- Les revenus de quotes-parts diverses étaient presque nuls en 2007 alors qu'ils représentent maintenant 3 % des revenus. Ce changement découle du nouveau mode de financement de plusieurs agglomérations qui reçoivent des quotes-parts des municipalités les composant au lieu des taxes obtenues des citoyens.¹
- L'importance des autres revenus a diminué de 1,6 % en raison, notamment, d'une diminution des intérêts causée par la baisse des taux d'intérêt.

Graphique 1 : Répartition des revenus



Autres revenus = Imposition de droits, amendes et pénalités, intérêts, autres revenus.

Quotes-parts diverses = Quotes-parts et quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales.

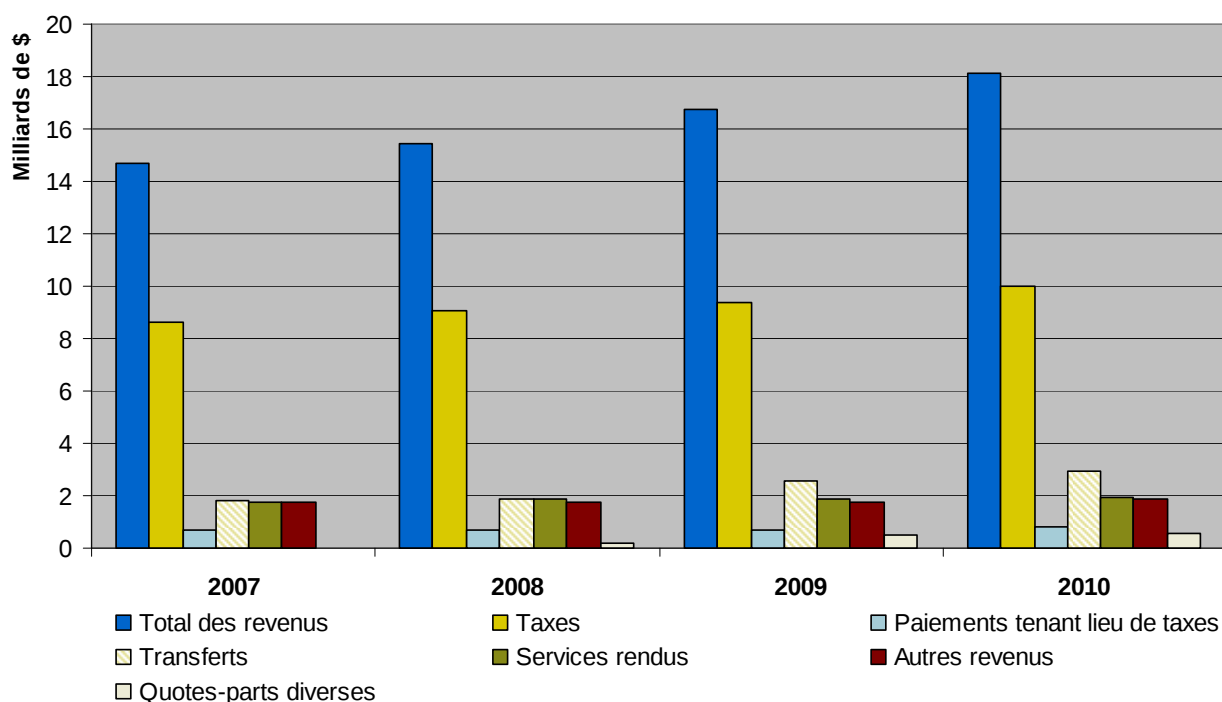
¹ Ce changement n'a pas d'effet sur les taxes, car elles sont maintenant perçues par les municipalités reconstituées.

2.2.2 Évolution

Les revenus totaux ont augmenté plus rapidement que les revenus de taxes, même si ces derniers en composent plus de la moitié. Cet écart provient essentiellement de la majoration moyenne annuelle des transferts au cours de la période observée. Les autres catégories de revenus ont aussi contribué à la croissance des revenus, mais ont un impact moins important sur le total.

Le graphique suivant illustre l'évolution des revenus par grandes catégories alors que les annexes 4, 5 et 6 la présentent sous forme de tableau. À la suite du graphique, des précisions sont apportées sur certaines catégories de revenus.

Graphique 2 : Évolution des revenus par catégories



Autres revenus = Imposition de droits, amendes et pénalités, intérêts, autres revenus.

Quotes-parts diverses = Quotes-parts et quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales.

Taxes

En 2010, les taxes s'élèvent à 10 milliards de dollars. Elles ont progressé en moyenne de 5,1 % entre 2007 et 2010. Les revenus de taxes proviennent principalement de taxes calculées sur la valeur foncière, soit à 85 %.

Paiements tenant lieu de taxes

Les paiements tenant lieu de taxes sont passés de 701 à 782 millions de dollars entre 2007 et 2010. Ils ont diminué de 1,1 % en 2008, augmenté de 2,6 % en 2009 et de 10 % en 2010.

La majoration, en 2010, est due à la récupération, par la Ville de Montréal, de 54 millions de dollars de compensations versées par des sociétés fédérales à la suite d'un jugement favorable rendu par la Cour suprême. Elle est légèrement atténuée par la baisse de 1,1 % des sommes reçues pour les immeubles des réseaux en raison de la progression moins rapide de la valeur de ces immeubles, au nouveau rôle d'évaluation, que de celle des immeubles résidentiels, combiné à la réduction du taux global de taxation visant à limiter les hausses de taxes pour les citoyens. L'exemple le plus important est celui de la Ville de Québec qui indique une diminution de 5 millions de dollars en 2010 des compensations reçues pour les immeubles des réseaux.

Transferts

Les transferts ont connu une croissance importante de 35,2 % en 2009, suivi d'une augmentation de 16,7 % en 2010. Ils sont passés de 1,9 à près de 3 milliards de dollars entre 2008 et 2010 alors qu'ils étaient de 1,8 milliard en 2007.

Ces majorations sont notamment une conséquence des programmes du Plan d'action économique du Canada pour le soutien de la croissance économique et du Plan québécois d'infrastructures qui vise la modernisation, la réfection et la préservation des infrastructures publiques telles que les installations municipales de traitement de l'eau potable et d'assainissement des eaux usées ainsi que les infrastructures de transport en commun. En 2009, l'accroissement des transferts concerne principalement les travaux relatifs à l'eau potable et aux égouts, à la voirie municipale ainsi qu'aux activités récréatives. Pour 2010, les principales fonctions touchées sont le transport en commun, les activités récréatives et les réseaux d'eau potable et d'égouts.

Les compensations provenant de la taxe de vente du Québec ont aussi augmenté de façon importante. L'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités 2007-2013 précise que les sommes versées à cet effet aux municipalités passent de 144,8 à 255 millions de dollars² entre 2007 et 2010.

Autres revenus

En 2010, ils totalisent 1,9 milliard de dollars. Parmi ceux-ci, les droits de mutation immobilière ont, après une diminution de 10,4 % en 2009, augmenté de 27,8 % en 2010, dû à la reprise économique vigoureuse du marché dans une grande partie des municipalités du Québec. De même, les revenus de licences et permis ont été majorés de 41,9 % en 2010 après avoir diminué de 2,8 % en 2009.

Quotes-parts diverses

Les quotes-parts diverses ont beaucoup augmenté, en 2008 et 2009, à la suite du changement du mode de financement de certaines agglomérations. Elles représentent 539 millions de dollars en 2010. Elles constituent un revenu pour les municipalités centrales qui les reçoivent et une charge pour les municipalités reconstituées qui les versent. Cette charge est incluse dans les contributions à des organismes qui sont présentées à la section 2.3.2.

² Les sommes inscrites par les municipalités à titre de compensation provenant de la taxe de vente du Québec sont passées de 137 à 251 millions de dollars. L'écart provient principalement de l'inscription de ces revenus, par les municipalités, dans une autre catégorie de transferts. De plus, les données du rapport financier de certaines municipalités sont manquantes et le partage des sommes entre les années a été modifié légèrement par le MAMROT.

2.3 Charges

Les charges sont passées de 11,4 à 15,0 milliards de dollars entre 2007 et 2010. Leur croissance réelle est, par contre, moins importante que le laissent présumer ces chiffres. En effet, depuis 2007, deux éléments majeurs les ont affectées, soit l'introduction d'une charge pour l'amortissement des immobilisations et l'application de règles comptables particulières en ce qui a trait aux régimes de retraite de la Ville de Montréal. Le premier élément augmente les charges de 1,9 milliard de dollars en 2009 et de 2,1 milliards en 2010. Le second les diminue de 285 millions en 2009 et de 680 millions en 2010.

Dans cette section, les charges sont analysées sous deux angles différents, soit par fonctions et par objets.

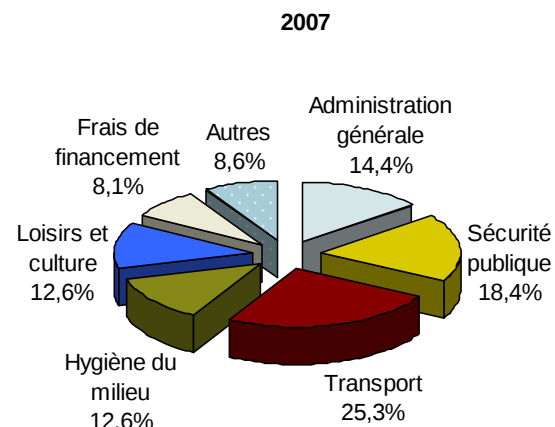
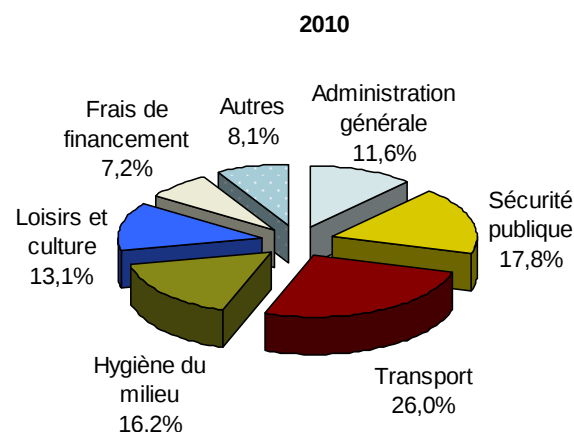
2.3.1 Par fonctions

2.3.1.1 Répartition

La répartition des charges par fonctions nous permet de constater que :

- Les municipalités consacrent le quart de leurs ressources au transport, soit 3,9 milliards de dollars en 2010. Ceci inclut le transport en commun, la voirie et l'enlèvement de la neige.
- La sécurité publique, l'hygiène du milieu et les loisirs et la culture font aussi partie de leurs priorités.
- Les charges d'hygiène du milieu ont pris plus d'importance en raison notamment de l'ajout d'une charge d'amortissement beaucoup plus élevée que pour les autres fonctions, à l'exception du transport. Le tiers de l'amortissement total est attribuable à cette fonction même si elle ne correspondait qu'à 12,6 % des charges en 2007³.
- La proportion des charges pour l'administration générale a diminué, car l'amortissement comptabilisé dans cette fonction est relativement faible. De plus, la croissance de ces charges est inférieure à celle des charges totales.
- Les frais de financement, soit les sommes utilisées pour s'acquitter d'obligations passées, représentent 7,2 % des charges en 2010.

Graphique 3 : Répartition des charges par fonctions



Autres = Aménagement, urbanisme et développement ; santé et bien-être ; réseau d'électricité.

³ L'impact qu'a eu l'ajout de l'amortissement sur les charges de transport est moins important puisque ces charges étaient, auparavant, deux fois supérieures à celles pour l'hygiène du milieu. De plus, elles diminuent légèrement entre 2009 et 2010, ce qui explique que leur proportion par rapport au total ne passe que de 25,3 % en 2007 à 26,0 % en 2010.

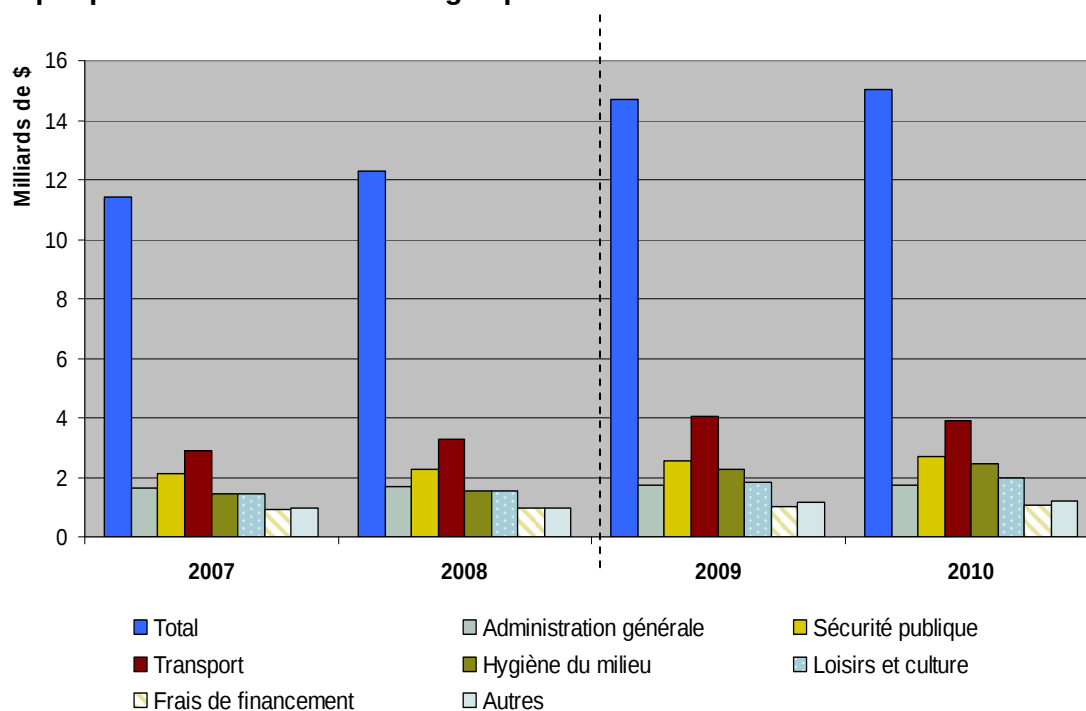
2.3.1.2 Évolution

En raison de l'ajout de l'amortissement en 2009, la croissance des charges par fonctions de l'année sera comparée uniquement à celle de l'année 2008. Pour 2010, l'effet de la particularité comptable relative aux régimes de retraite ne peut être évalué pour chacune des fonctions puisque l'information nécessaire n'est pas disponible. Toutefois, elle diminue les charges de 680 millions de dollars en 2010.

En 2010, les charges ont augmenté de 2,5 % comparativement à 7,7 % en 2008. Selon la répartition par fonction, la croissance réduite des charges découle de l'effet combiné de la réduction des charges de transport et de la croissance des charges pour l'hygiène du milieu, les loisirs et la culture et la sécurité publique.

L'évolution des charges par fonctions est présentée dans le graphique suivant. Elle est disponible sous forme chiffrée à l'annexe 7.

Graphique 4 : Évolution des charges par fonctions



Autres = Aménagement, urbanisme et développement; santé et bien-être; réseau d'électricité

Administration générale

Les charges pour l'administration générale sont de 1,8 milliard en 2010. Elles ont crû de 3,2 % en 2008, mais elles diminuent de 0,2 % en 2010.

Sécurité publique

En 2010, les charges de sécurité publique, qui concernent principalement les charges reliées à la protection policière et à la sécurité incendie, atteignent près de 2,7 milliards de dollars. Leur croissance a été de 8,1 % en 2008 alors qu'elle est de 4,1 % en 2010.

Transport

Les charges de transport sont de 3,9 milliards de dollars en 2010. Elles ont augmenté de 13,5 % en 2008 et diminué de 3,4 % en 2010.

En 2008, la variation vient, en grande partie, de la hausse de 28,5 % des dépenses pour l'enlèvement de la neige en raison des accumulations inhabituelles reçues pendant l'année.

En 2010, la diminution provient, en premier lieu, de la réduction de 11,7 % de la somme consacrée à l'enlèvement de la neige, laquelle est le résultat de faibles chutes de neige, en second lieu, de la baisse d'environ 2 % des charges de voirie municipale et de transport en commun.

Hygiène du milieu

Les charges d'hygiène du milieu totalisent 2,4 milliards de dollars. Elles ont crû de 6,6 % en 2010 comparativement à 8,1 % en 2008. Près des deux tiers de la croissance, de 2009 à 2010, proviennent de la portion relative à l'eau et aux égouts qui s'est élevée de 7,0 %. L'autre tiers correspond aux charges pour les matières résiduelles qui ont augmenté de 5,7 %.

À noter que les redevances supplémentaires⁴ de 9,50 \$ la tonne métrique, exigées en vertu du Règlement modifiant le Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles, ont peu d'effet puisqu'elles ne sont entrées en vigueur que le 1^{er} octobre 2010.

Loisirs et culture

En 2010, les charges pour les loisirs et la culture atteignent près de 2 milliards de dollars. Leur croissance est légèrement plus élevée en 2010 qu'en 2008, soit 7,4 % comparativement à 6,4 %.

Frais de financement

Les frais de financement ne sont pas affectés par l'amortissement ni par la particularité comptable relative aux régimes de retraite. Leur évolution est donc commentée dans la section portant sur les charges par objets.

⁴ Une partie de ces redevances, soit 33 %, est versée aux municipalités pour la mise en œuvre de leur plan de gestion des matières résiduelles. Le solde est destiné, notamment, au financement de la mise en œuvre du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage.

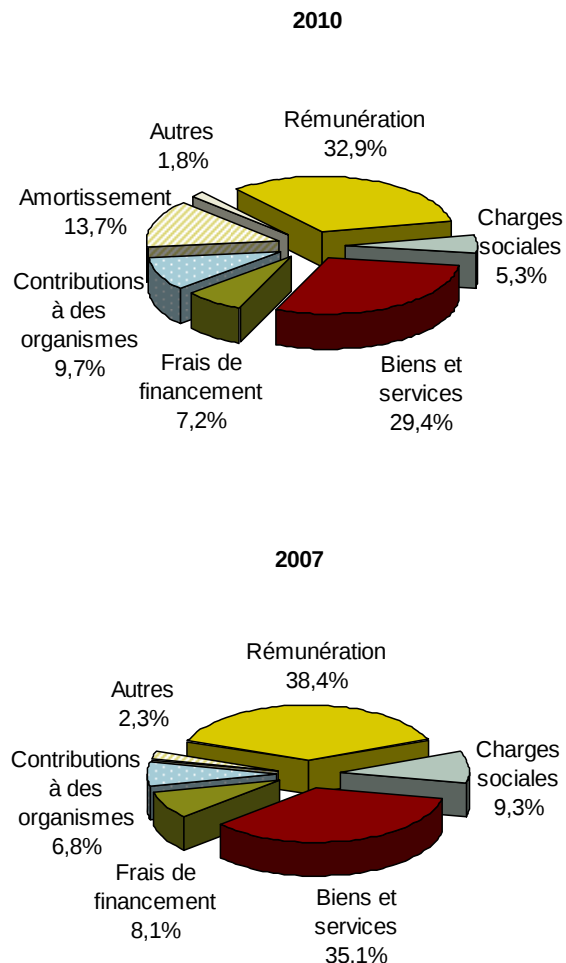
2.3.2 Par objets

2.3.2.1 Répartition

Le graphique 5 présente la répartition des charges par objets.

- En 2010, la rémunération et les charges sociales des employés et des élus correspondent à 38,2 % des charges, soit 5 milliards de dollars pour la rémunération et 798 millions pour les charges sociales.
- Les biens et services, qui incluent notamment les frais de transport et de communications, les honoraires professionnels et les fournitures de services publics, comptent pour près du tiers des charges. Ils totalisent 4,4 milliards de dollars.
- En 2010, l'amortissement constitue 13,7 % des charges. Cette charge n'était pas considérée en 2007. Sa présence diminue l'importance de la rémunération ainsi que des biens et services par rapport au total.
- Les contributions à des organismes sont un peu plus élevées en 2010 qu'en 2007. Le nouveau mode de financement de plusieurs agglomérations a contribué à cette augmentation, car les municipalités reconstituées situées sur leur territoire doivent maintenant verser des quotes-parts à la municipalité centrale.

Graphique 5 : Répartition des charges par objets



2.3.2.2 Évolution

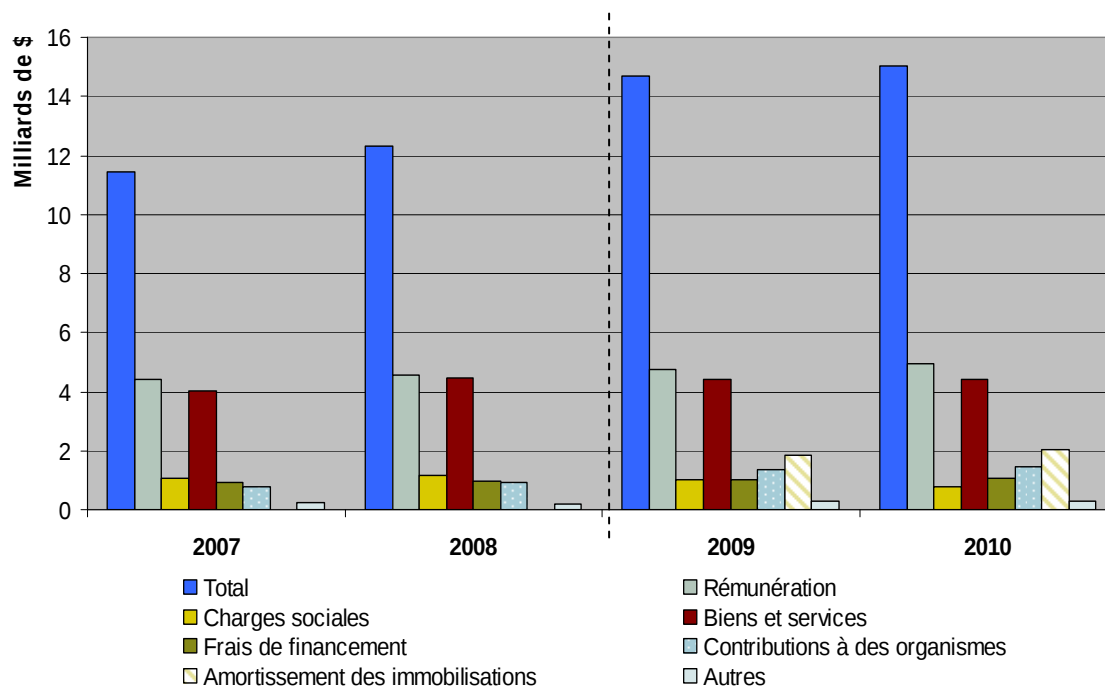
La présentation des charges par objets permet d'isoler les conséquences de l'amortissement et de la particularité comptable des régimes de retraite de la Ville de Montréal. L'amortissement n'affecte pas les autres objets et les régimes de retraite sont comptabilisés uniquement dans les charges sociales.

Les charges ont augmenté de 3,6 milliards de dollars depuis 2007. Leur croissance moyenne ajustée (excluant l'amortissement et la particularité comptable de Montréal) est de 6,2 % par année comparativement à 9,8 % sans ajustement. L'amortissement explique plus de la moitié de l'augmentation des charges de 2007 à 2010. Il est de 2,1 milliards de dollars en 2010 alors qu'en 2007, il n'était pas considéré. La particularité comptable diminue, quant à elle, les charges de 285 millions en 2009 et de 680 millions de dollars en 2010.

En 2010, l'augmentation de 2,5 % des charges provient principalement, et à parts égales, de celle de la rémunération et de l'amortissement. La diminution des charges sociales est, par contre, tout aussi importante que leur croissance respective.

Le graphique 6 présente l'évolution des charges par objets. Les données sont disponibles en annexe.

Graphique 6 : Évolution des charges par objets



Rémunération

En 2010, la charge de rémunération est de 4,9 milliards de dollars. Elle a augmenté, en moyenne, de 4,1 % par année depuis 2007, soit une croissance plus faible que celle des charges totales ajustées.

Charges sociales

Les charges sociales étaient de 1,1 milliard de dollars en 2007. Elles ont augmenté de 11,6 % en 2008, mais diminué de 14,1 % en 2009 et de 21,2 % en 2010 pour atteindre 798 millions de dollars.

Ces deux baisses successives sont attribuables à la diminution de la charge pour les régimes de retraite de la Ville de Montréal qui résulte de l'application de règles comptables particulières⁵. Les charges sociales des autres municipalités du Québec ont plutôt progressé de 3,8 % en 2008, de 8,7 % en 2009 et de 14,8 % en 2010.

Biens et services

Après une croissance plus importante en 2008, l'objet biens et services a légèrement diminué en 2009 et augmenté de 0,6 % en 2010. Ces charges totalisent 4,4 milliards de dollars en 2010.

Contribution à des organismes

Les contributions à des organismes ont presque doublé entre 2007 et 2010, passant de 780 millions à 1,5 milliard de dollars. Cette hausse provient principalement du nouveau mode de financement de plusieurs agglomérations. Celles-ci reçoivent maintenant des quotes-parts des municipalités qui les composent au lieu des taxes qu'elles percevaient auprès des propriétaires fonciers. C'est notamment le cas pour les agglomérations de Longueuil et de Québec en 2008 et celle de Montréal en 2009.

Amortissement des immobilisations

L'amortissement des immobilisations a été ajouté aux charges à partir de l'exercice financier 2009 afin de rendre les informations contenues dans le rapport financier conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR), tels qu'établis par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Cette charge totalise 1,9 milliard de dollars en 2009 et 2,1 milliards en 2010.

Frais de financement

Les frais de financement sont passés de 0,9 à 1,1 milliard de dollars, entre 2007 et 2010, à la suite d'une croissance de 6,6 % en 2008, 4,5 % en 2009 et 5 % en 2010.

En 2010, l'augmentation des frais de financement est plus élevée que celle des charges totales, et ce, malgré des taux d'intérêt relativement stables par rapport à 2009. Elle est causée, d'abord, par la charge d'intérêts nette des régimes de retraite⁶ et, ensuite, par les importantes acquisitions d'immobilisations des dernières années.

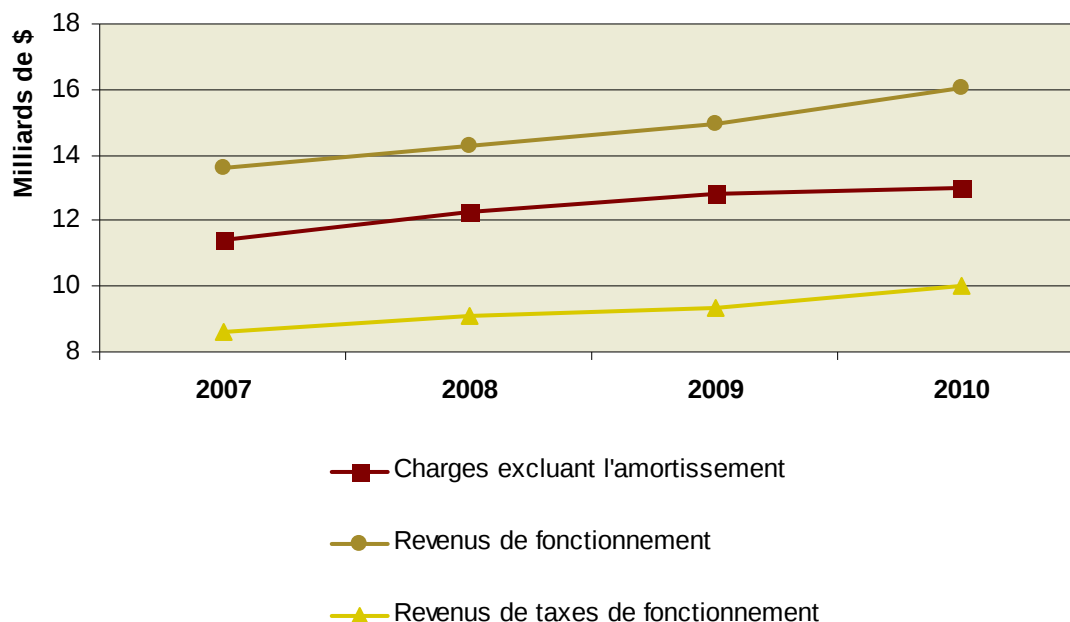
⁵ Lorsqu'un organisme municipal n'est pas en mesure de bénéficier d'un surplus actuariel au moyen de congés de cotisations, une provision pour moins-value (PMV) vient réduire l'actif correspondant présenté à l'état de sa situation financière. Une perte actuarielle ultérieure a pour effet d'abaisser ce surplus et, par conséquent, la PMV requise. La diminution de la PMV est constatée entièrement dans l'exercice en réduction de la charge, alors que la perte actuarielle (comme celle découlant de la crise financière 2008) ayant engendré la variation de la PMV en question est, pour sa part, imputée en charge sur un certain nombre d'exercices. Il s'ensuit une baisse des charges qui sera renversée progressivement dans le temps.

⁶ Cette charge correspond au solde net des intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées, moins le rendement espéré des actifs des régimes de retraite.

2.4 Financement des activités de fonctionnement

Le graphique qui suit compare les revenus de fonctionnement et les taxes perçues pour les activités de fonctionnement avec les charges pour les années 2007 à 2010. Dans ce graphique, les charges excluent l'amortissement, car il s'agit d'une charge comptable et non d'un déboursé.

Graphique 7 : Comparaison des revenus de fonctionnement et des revenus de taxes avec les charges



Les revenus de fonctionnement sont supérieurs aux charges avant amortissement de chacune des années. En 2010, l'excédent a couvert le remboursement de la dette à long terme de 1,4 milliard de dollars. De plus, 666 millions de dollars ont été affectés à l'excédent accumulé et 369 millions aux activités d'investissement.

Les revenus de taxes correspondent aux trois quarts des charges. Les municipalités ont besoin d'autres sources de revenus de fonctionnement, afin de ne pas alourdir le fardeau fiscal des citoyens, telles que les revenus de services rendus, les transferts et les paiements tenant lieu de taxes qui représentent respectivement 1,9 milliard, 1,2 milliard et 782 millions de dollars en 2010.

3. Situation financière

3.1 Répartition

Le tableau 2 présente la situation financière des municipalités au 31 décembre 2009 et 2010. Il démontre l'ampleur des ressources dont elles disposent ainsi que celle des passifs à leur charge. L'évolution de chacun des éléments est disponible à l'annexe 9. La dette nette et les immobilisations font l'objet des sections suivantes.

Tableau 2 : Situation financière au 31 décembre 2009-2010

	2010	2009
	(en M\$)	(en M\$)
Actifs financiers		
Encaisse	1 338,8	1 217,6
Placements temporaires	1 038,9	966,3
Débiteurs	7 078,9	5 888,2
Prêts	46,0	63,4
Placements à long terme	2 215,5	1 689,4
Participations dans des entreprises municipales	58,2	57,7
Actif au titre des avantages sociaux futurs	431,7	21,2
Autres actifs financiers	14,6	9,0
	12 222,6	9 912,8
Passifs		
Découvert bancaire	55,0	64,5
Emprunts temporaires	1 779,6	1 023,4
Créditeurs et charges à payer	3 636,0	3 366,6
Revenus reportés	272,6	273,1
Dette à long terme	21 044,5	19 583,1
Passif au titre des avantages sociaux futurs	623,9	725,4
	27 411,6	25 036,0
Dette nette	15 189,0	15 123,2
Actifs non financiers		
Immobilisations	42 909,9	39 919,4
Propriétés destinées à la revente	469,6	468,3
Stocks de fournitures	181,6	173,1
Autres actifs non financiers	250,2	141,0
	43 811,3	40 701,9
Excédent accumulé	28 622,3	25 578,7

Les débiteurs⁷ composent près de 60 % des actifs financiers et la dette à long terme est la principale constituante des passifs. Les municipalités sont en situation de dette nette, car les passifs sont plus élevés que les actifs financiers. Cette situation n'est pas mauvaise en soi puisque les municipalités possèdent des actifs non financiers largement supérieurs à la dette nette, lesquels sont principalement composés d'immobilisations. Il en résulte un excédent accumulé qui a augmenté de 3 milliards de dollars au cours de l'année 2010 pour atteindre 28,6 milliards au 31 décembre 2010. Cette augmentation vient principalement de celle des immobilisations puisque la variation des actifs financiers est équivalente à celle des passifs.

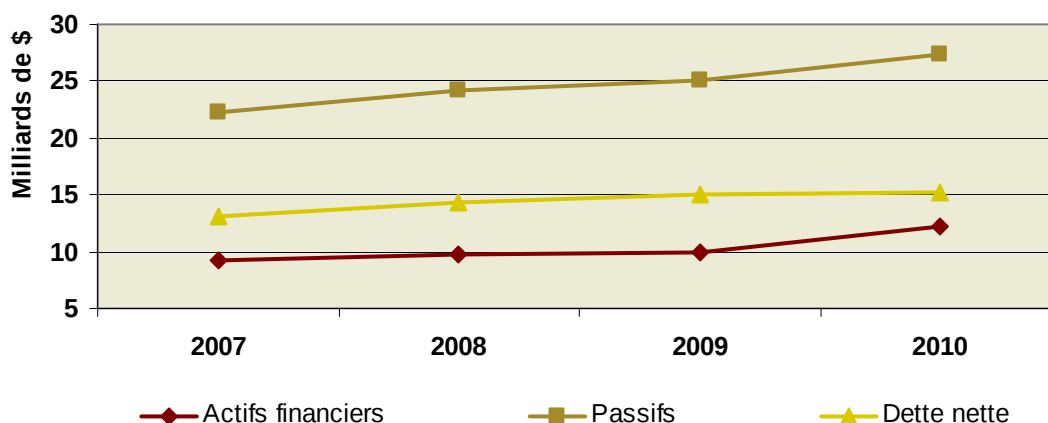
⁷ Le principal débiteur est le gouvernement du Québec et ses entreprises pour 4,8 milliards de dollars en 2010.

3.2 Dette nette

La dette nette mesure les revenus futurs nécessaires au paiement des opérations et des investissements passés. Elle influence les revenus dont les municipalités auront besoin à l'avenir et leur capacité à financer leurs activités pour répondre à leurs obligations et engagements actuels.

Le graphique 8 compare l'évolution de la dette nette avec celle des actifs financiers et des passifs.

Graphique 8 : Évolution des actifs financiers, des passifs et de la dette nette



La dette nette est passée de 13,1 à 15,2 milliards de dollars⁸ entre 2007 et 2010. Sa croissance provient de l'augmentation plus élevée, en dollars, des passifs que des actifs financiers, et ce, en raison des importantes acquisitions d'immobilisations effectuées au cours de la période. Les immobilisations sont des actifs non financiers. Elles ne font pas partie du calcul de la dette nette contrairement aux emprunts temporaires et à la dette à long terme qui en résulte.

Actifs financiers

Les actifs financiers ont augmenté de 3 milliards de dollars entre 2007 et 2010, passant de 9,2 à 12,2 milliards de dollars.

En 2008, leur hausse de 6,7 % provient de l'encaisse, des placements temporaires et des débiteurs.

En 2009, les placements temporaires ont diminué de 484 millions de dollars au profit des placements à long terme et de l'encaisse. Les autres éléments ont une incidence mineure, c'est pourquoi la croissance totale n'est que de 0,8 %.

En 2010, l'augmentation de 23,3 % des actifs financiers vient, pour la moitié, de celle des débiteurs alors que les placements à long terme en causent près du quart. Les actifs au

⁸ En 2009 et en 2010, la dette nette aurait été légèrement plus élevée n'eut été de la particularité comptable relative aux régimes de retraite de la Ville de Montréal qui diminue le passif au titre des avantages sociaux futurs de 285,2 millions en 2009 et de 680,2 millions de dollars en 2010.

titre des avantages sociaux futurs, qui sont relatifs aux régimes de retraite, ont augmenté significativement bien qu'ils ne représentent qu'une très petite portion des actifs financiers. Ils sont passés de 21 à 432 millions de dollars de 2009 à 2010.

Passifs

Les passifs sont passés de 22,3 à 27,4 milliards de dollars de 2007 à 2010, soit une augmentation de 5,1 milliards de dollars. Ils sont composés à plus de 75 % par la dette à long terme qui a augmenté de 5,3 % en 2008, de 5,4 % en 2009 et de 7,5 % en 2010 en raison des importantes acquisitions d'immobilisations effectuées.

Les autres passifs varient beaucoup d'un exercice financier à l'autre. Notamment, ceux au titre des avantages sociaux futurs sont passés de 725 à 624 millions de dollars entre 2009 et 2010, soit une diminution de 14 %⁹.

⁹ La diminution de 101 millions de dollars du passif au titre des avantages sociaux futurs combinée à l'augmentation de 411 millions de l'actif au titre des avantages sociaux futurs représente une variation de 512 millions pour l'année 2010. Cette variation, qui semble présenter une amélioration du portrait des avantages sociaux futurs des municipalités, s'explique par la particularité comptable des régimes de retraite de la Ville de Montréal dont l'effet est de 680 millions en 2010. Sans cette particularité, le portrait des avantages sociaux futurs présenterait une détérioration de 168 millions de dollars.

3.3 Immobilisations

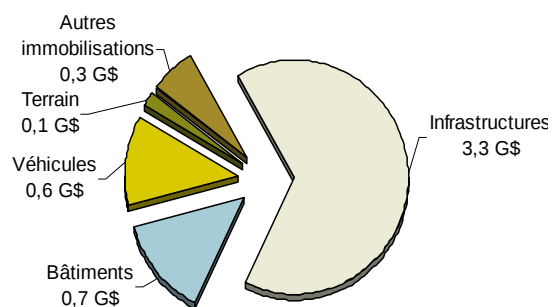
Les immobilisations sont une composante essentielle de la prestation de services aux citoyens. Les acquisitions de l'année et leur financement font l'objet de cette section.

3.3.1 Acquisitions

En 2010, les investissements en immobilisations s'élèvent à 5,1 milliards de dollars. Le graphique 9 en illustre la répartition selon les catégories.

- Près des deux tiers des acquisitions de l'année sont des infrastructures, ce qui représente 3,3 milliards de dollars. Cette somme inclut : 1,7 milliard pour les infrastructures d'eau potable et d'égouts (1,3 milliard pour les infrastructures existantes et 400 millions pour celles relatives à de nouveaux développements); 1 milliard pour les chemins, rues, routes et trottoirs; et 264 millions pour les parcs et terrains de jeux.
- Un montant de 678 millions de dollars a été utilisé pour les bâtiments, soit 180 millions pour les édifices administratifs et 498 millions pour les édifices communautaires et récréatifs.
- Les acquisitions de véhicules totalisent 633 millions de dollars, dont 222 millions pour les véhicules de transport en commun.

Graphique 9 : Répartition des acquisitions d'immobilisations par catégories – 2010

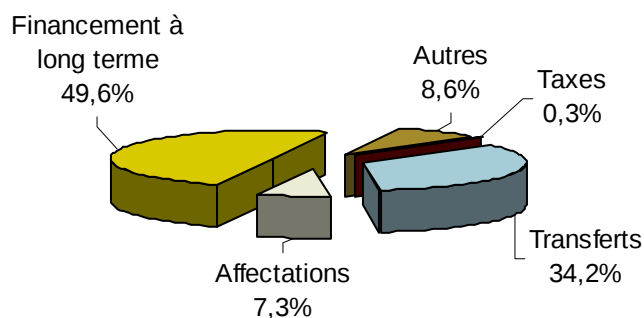


Autres = Réseau d'électricité; améliorations locatives; ameublement et équipement de bureau; machinerie, outillage et équipement; autres.

3.3.2 Financement des acquisitions d'immobilisations

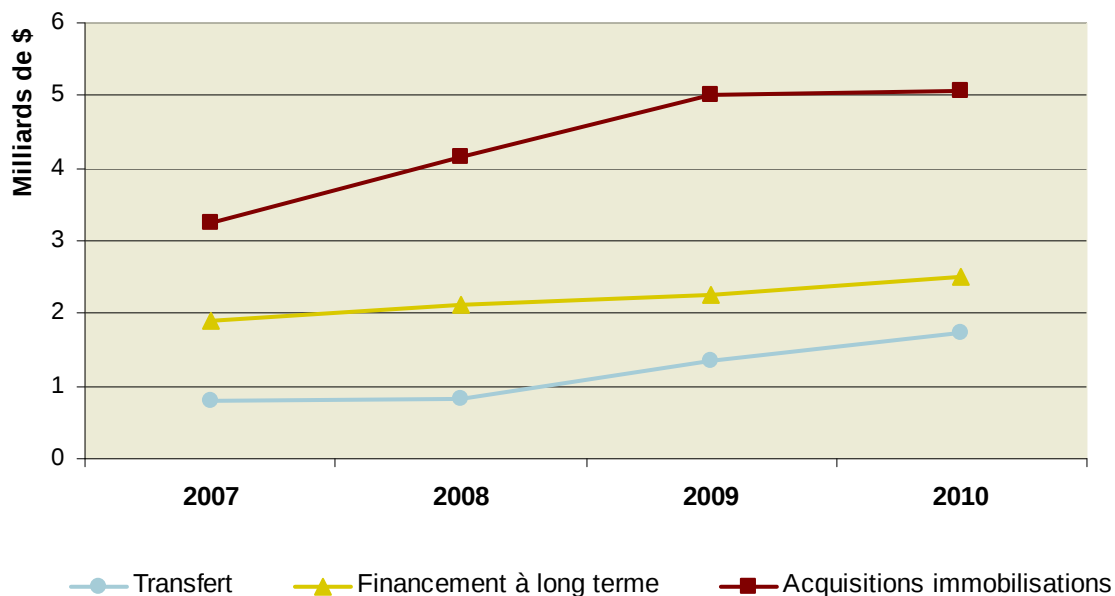
Le graphique 10 illustre les modes de financement utilisés, en 2010, par les municipalités pour l'acquisition d'immobilisations alors que le suivant présente l'évolution des acquisitions et de leurs principales sources de financement.

Graphique 10 : Source de financement des acquisitions d'immobilisations – 2010



Les immobilisations ont été financées principalement par emprunt à long terme, soit pour une somme de 2,5 milliards de dollars. Les transferts reçus des différents paliers de gouvernement, pour certaines immobilisations, sont aussi un moyen de financement important. Ils correspondent au tiers des acquisitions, soit 1,7 milliard de dollars.

Graphique 11 : Comparaisons des principales sources de financement avec les acquisitions d'immobilisations



La croissance des acquisitions d'immobilisations coïncide, à partir de 2008, avec celle des transferts reçus pour les activités d'investissement. Le Plan d'action économique du Canada et le Plan québécois des infrastructures, qui coïncident avec l'augmentation des transferts, ont eu un effet important sur celles-ci.

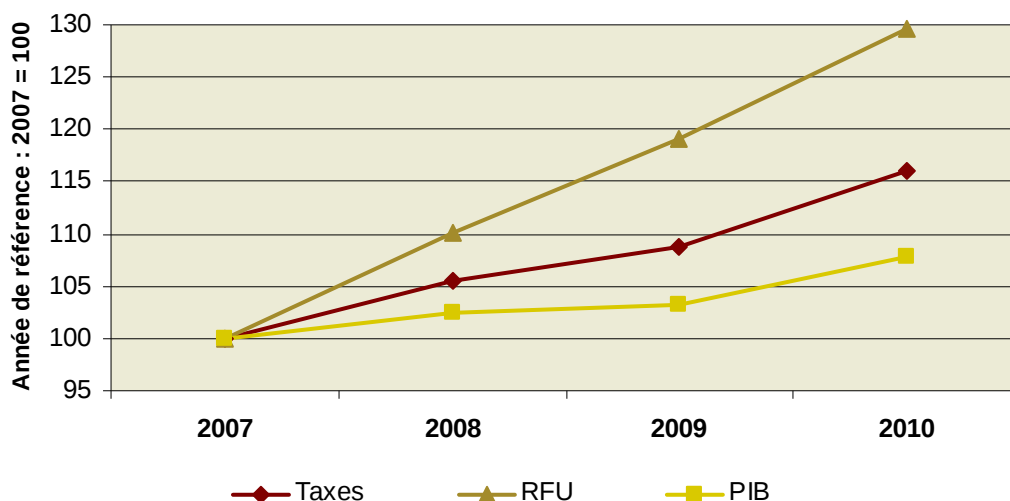
Le financement à long terme des activités d'investissement a progressé plus lentement que les acquisitions d'immobilisations pendant cette période. En effet, en raison de la hausse des transferts, la part des acquisitions financée au moyen d'emprunts à long terme a diminué de 58 % en 2007 à 50 % en 2010.

4. Analyse selon certains indicateurs

4.1 Évolution des revenus de taxes

Le graphique 12 compare la progression des revenus de taxes avec celle de la richesse foncière uniformisée (RFU) et du produit intérieur brut (PIB). Le PIB est une mesure de la croissance de l'économie provinciale. La RFU est la base de calcul des revenus de taxes des municipalités. Elle est un indice de référence pour évaluer la capacité de leur assiette fiscale.

Graphique 12 : Progression des revenus de taxes, de la RFU et du PIB

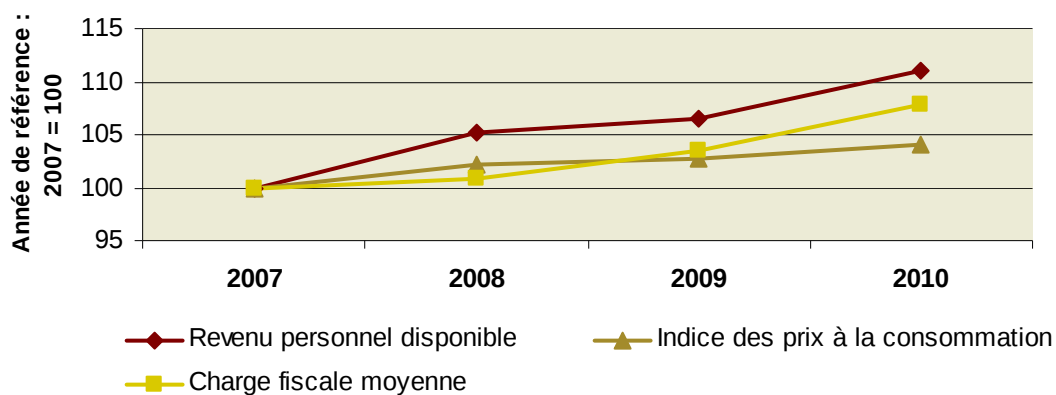


Les revenus de taxes ont augmenté deux fois plus rapidement que le PIB. Leur croissance est, par contre, largement inférieure à celle de la RFU. Au cours des années 2007 à 2010, au moins le tiers de la progression de la RFU est causée par les nouvelles constructions et les ajouts aux bâtiments existants¹⁰. Les municipalités ont donc pu obtenir des revenus de taxes supplémentaires sans nécessairement alourdir le fardeau fiscal des citoyens.

Dans le graphique 13, le fardeau fiscal moyen d'une résidence unifamiliale moyenne est comparé avec le revenu personnel disponible et l'indice des prix à la consommation (IPC ou inflation).

¹⁰ Voir la publication « Richesse foncière uniformisée – Exercice financier 2011 » disponible sur le site Web du MAMROT.

Graphique 13 : Progression de la charge fiscale moyenne, du revenu personnel disponible et de l'indice des prix à la consommation

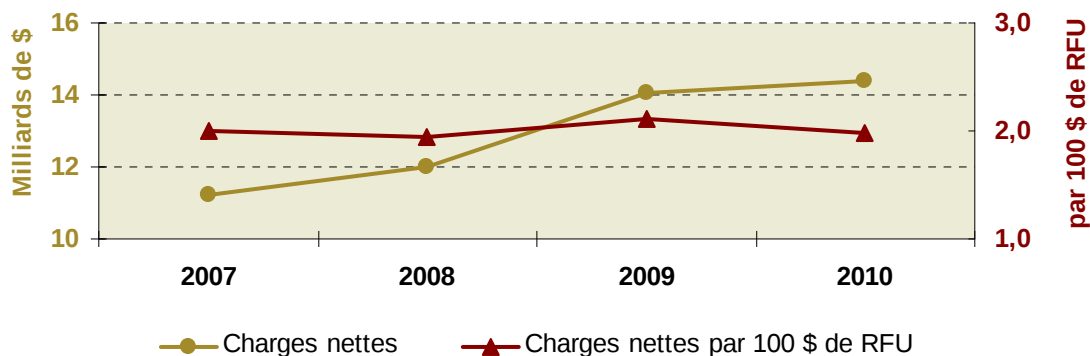


Entre 2007 et 2009, la charge fiscale moyenne a progressé à un rythme semblable à celui de l'inflation. En 2010, sa croissance est plus élevée. Toutefois, pour chacune des années, le revenu personnel disponible a augmenté de façon plus marquée. L'accroissement des revenus de taxes des municipalités n'a donc pas alourdi le fardeau fiscal des citoyens.

4.2 Charges nettes par 100 \$ de richesse foncière uniformisée

Le ratio « charges nettes par 100 \$ de richesse foncière uniformisée (RFU) », présenté dans le graphique suivant, permet d'observer la tendance des dépenses des municipalités par rapport à la capacité de leur assiette fiscale.

Graphique 14 : Évolution des charges nettes et des charges nettes par 100 \$ de RFU



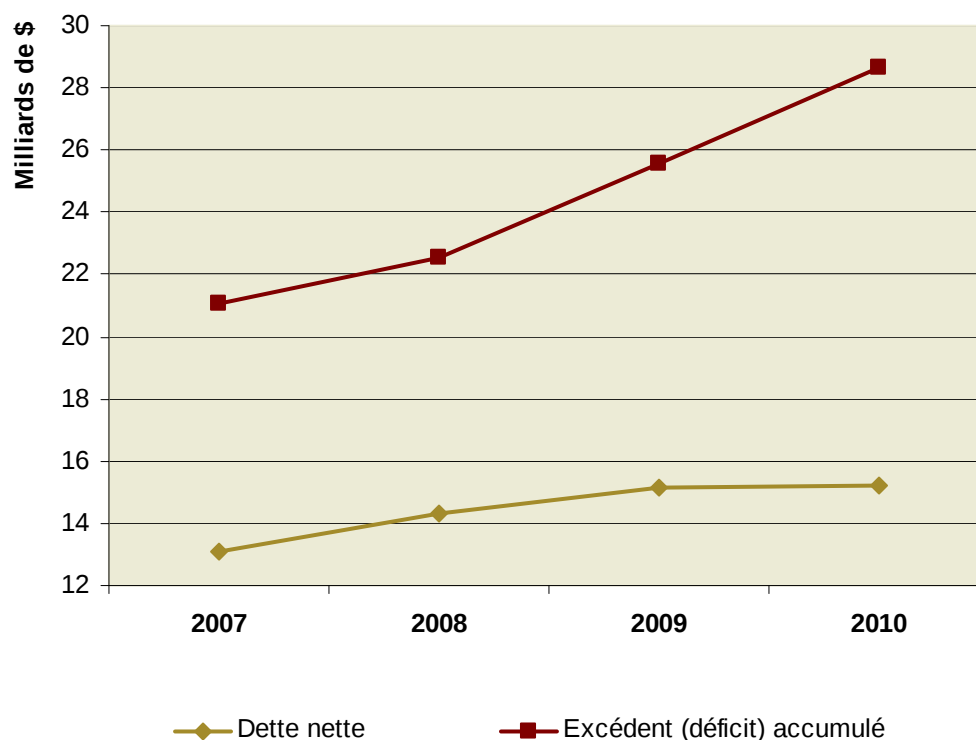
Depuis 2007, les charges nettes sont passées de 11,2 à 14,4 milliards de dollars. Le ratio « charges nettes par 100 \$ de RFU » a cependant très peu varié puisque l'augmentation des charges des dernières années est compensée par celle de la RFU¹¹. Donc, la capacité des municipalités de s'acquitter de leurs obligations financières actuelles, sans qu'elles doivent augmenter la dette ou le fardeau fiscal qui pèse sur l'économie, n'est pas compromise.

¹¹ L'ajout de l'amortissement dans les charges cause une augmentation plus marquée des charges entre 2008 et 2009. Toutefois, l'effet de l'amortissement est amoindri par celui de la particularité comptable relative aux régimes de retraite de la Ville de Montréal qui a aussi pour effet de ralentir la croissance des charges en 2010.

4.3 Dette nette et excédent accumulé

Un excédent accumulé, soit la différence entre les actifs et les passifs, indique que les municipalités ont des ressources économiques nettes, financières et matérielles, qui pourront être utilisées pour fournir des services. L'évolution de cet excédent et sa comparaison avec la dette nette, présentées dans le graphique qui suit, permettent de déterminer si la situation financière générale des municipalités s'est améliorée ou détériorée.

Graphique 15 : Évolution de l'excédent accumulé et de la dette nette

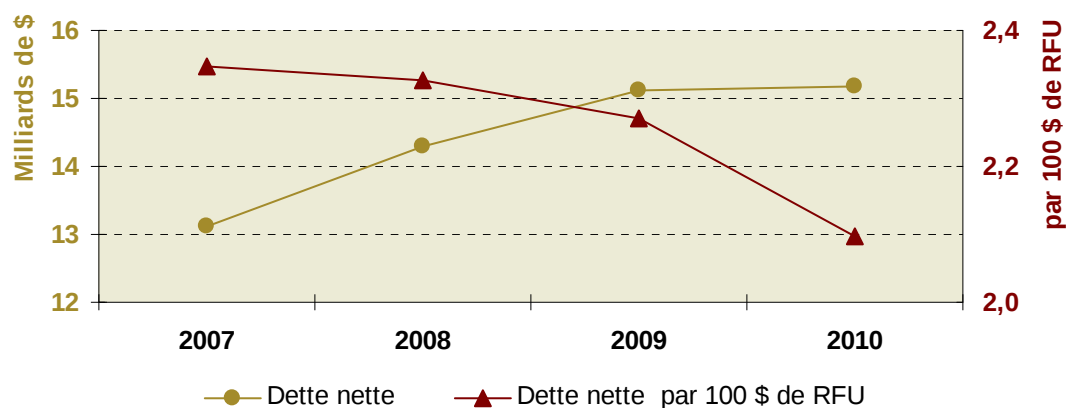


L'excédent accumulé est passé de 21,0 à 28,6 milliards de dollars entre 2007 et 2010. Sa croissance, plus rapide que celle de la dette nette, démontre que même si cette dernière est en progression, les municipalités accumulent plus rapidement des immobilisations, qui leur permettent de fournir des services, qu'elles ne s'endettent.

4.4 Dette nette par 100 \$ de richesse foncière uniformisée

Dans le graphique suivant, la dette nette est mise en relation avec la RFU, soit la capacité de l'assiette fiscale des municipalités.

Graphique 16 : Évolution de la dette nette et de la dette nette par 100 \$ de RFU



La dette nette a augmenté de 15,8 % et la RFU de 29,5 % entre 2007 et 2010. Le ratio « dette nette par 100 \$ de RFU » a donc diminué de 2,35 à 2,10 par 100 \$ de RFU au cours de cette période¹².

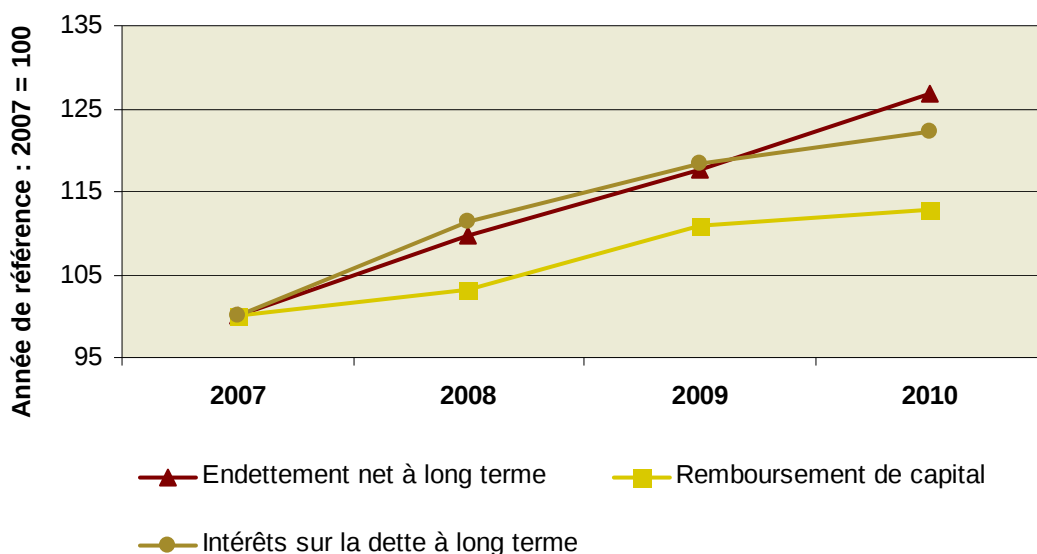
Selon cet indicateur, l'état des finances municipales s'est amélioré malgré l'augmentation de la dette nette, car celle-ci croît à un rythme inférieur à celui de la RFU. Dans ce contexte, la croissance de la dette nette ne compromet pas la capacité des municipalités à s'acquitter de leurs obligations financières actuelles tant en termes de services aux citoyens que d'engagements envers leurs créanciers et employés. Le fardeau que représente la dette nette est moins lourd.

¹² Lorsque l'on exclut la particularité comptable de la Ville de Montréal pour les régimes de retraite, le ratio est de 2,31 en 2009 pour une dette nette de 15,4 milliards de dollars et de 2,19 en 2010 pour une dette nette de 15,9 milliards de dollars.

4.5 Endettement net à long terme et service de la dette

L'endettement net à long terme (ENLT) fait état de la dette supportée par les municipalités et les organismes qu'elles contrôlent. Le graphique suivant permet de suivre sa progression et de la comparer avec celles des intérêts sur la dette à long terme et du remboursement de capital pour les années 2007 à 2010.

Graphique 17 : Progression de l'endettement net à long terme, des intérêts sur la dette à long terme et du remboursement de capital



L'ENLT¹³ est passé de 13,9 à 17,6 milliards de dollars entre 2007 et 2010, soit une augmentation de 26,7 %. Jusqu'en 2009, la croissance de l'ENLT est comparable à celle des intérêts alors qu'en 2010, ces derniers ont progressé moins rapidement en raison notamment de la baisse des taux d'intérêt.

Le remboursement de capital augmente moins rapidement que l'ENLT. Sa progression est de 12,8 % comparativement à 26,7 % pour l'ENLT. Cet écart peut s'expliquer de diverses façons. Premièrement, le moment où sont contractés de nouveaux emprunts fait en sorte que l'impact de l'augmentation du remboursement de capital qui en découle, est constaté à retardement, soit l'année suivante. Ensuite, plus l'emprunt est récent, plus la portion intérêts sera élevée par rapport à la portion remboursement de capital.

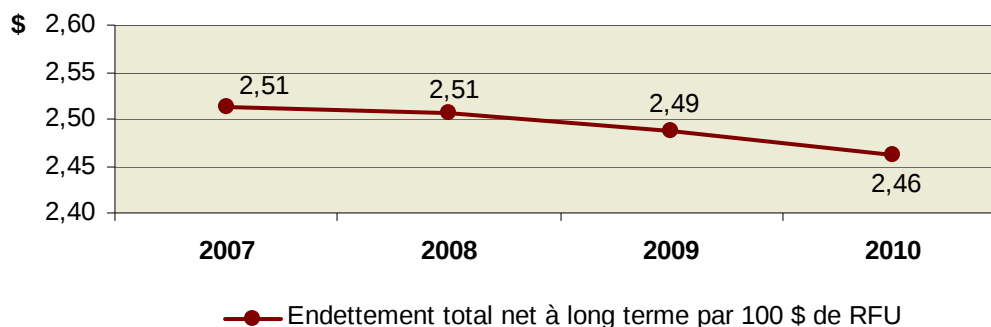
¹³ L'ENLT de l'exercice financier 2010 a été ajusté de façon à exclure l'actif et le passif au titre des avantages sociaux futurs, lesquels ne faisait auparavant pas partie de son calcul.

4.6 Endettement total net à long terme par 100 \$ de richesse foncière uniformisée

L'endettement total net à long terme (ETNLT) correspond à l'ENLT auquel est ajoutée la quote-part dans l'ETNLT d'autres organismes tels que les municipalités régionales de comté et les communautés métropolitaines. Il fait état de la dette supportée par les contribuables et son remboursement doit être pourvu au moyen de taxes ou d'autres revenus autonomes futurs.

L'ETNLT par 100 \$ de RFU permet de comparer la capacité à générer des revenus des municipalités avec l'endettement. Son évolution est présentée dans le graphique suivant.

Graphique 18 : Évolution de l'endettement total net à long terme par 100 \$ de RFU



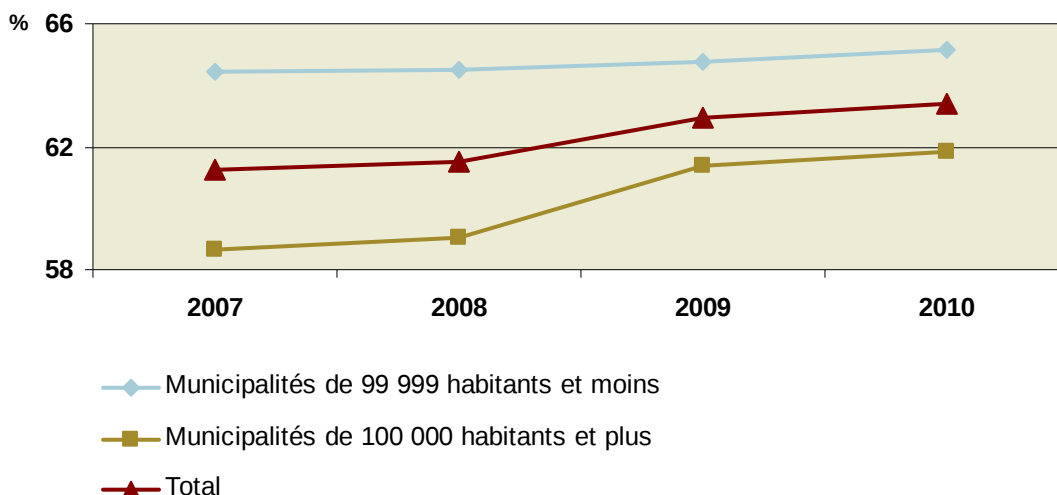
L'ETNLT a crû de 26,9 % depuis l'année 2007 pour atteindre 17,8 milliards de dollars en 2010. La croissance de la RFU a été de 29,5 % pour la même période.

Ainsi, l'ETNLT par 100 \$ de RFU a diminué de 2,51 \$ en 2007 à 2,46 \$ en 2010. La capacité des municipalités à générer des revenus a donc augmenté plus vite que leur endettement au cours de cette période.

4.7 Valeur comptable nette des immobilisations par rapport à leur coût

La comparaison entre la valeur comptable nette des immobilisations et leur coût donne une appréciation de leur durée de vie utile restante. Le graphique 19 montre l'évolution de ce ratio pour l'ensemble des municipalités du Québec, pour celles de 99 999 habitants et moins et pour celles de 100 000 habitants et plus.

Graphique 19 : Évolution de la valeur comptable nette des immobilisations par rapport à leur coût



La durée de vie utile estimative restante des immobilisations municipales s'est améliorée entre 2007 et 2010 au Québec. Les municipalités de 100 000 habitants et plus, soit les dix grandes villes, affichent une récupération plus élevée, entre 2007 et 2010, que celles de moins de 100 000 habitants puisqu'elles ont acquis plus d'immobilisations au cours de cette période. La durée de vie utile de leurs immobilisations demeure, par contre, inférieure à celle des municipalités de 99 999 habitants et moins. Les immobilisations de ces dernières sont, soit plus récentes, soit elles se déprécient moins rapidement en raison, notamment, de leur utilisation moins intensive.

Pour l'ensemble des municipalités du Québec, le ratio est passé de 61 % en 2007 à 63 % en 2010. Les acquisitions effectuées pendant cette période ont permis d'accroître la durée de vie utile moyenne des immobilisations municipales et de répondre à un des objectifs du Plan québécois d'infrastructures en ce qui concerne la préservation des infrastructures publiques.

5. Conclusion

Les revenus municipaux sont passés de 14,7 à 18,1 milliards de dollars entre 2007 et 2010. Les taxes, qui en sont la principale source, en représentent 55,3 %. Elles ont augmenté en moyenne de 5,1 % par année pendant la période observée, mais cette augmentation n'a pas nécessairement eu pour effet d'alourdir le fardeau fiscal des citoyens.

Les revenus totaux ont progressé plus rapidement que les revenus de taxes à cause de la croissance importante des transferts. Ceux-ci ont été majorés de 35,2 % en 2009 et de 16,7 % en 2010, en raison, notamment, des programmes de subventions du Plan québécois des infrastructures et du Plan d'action économique du Canada, ce qui a permis d'accroître les investissements en immobilisations. Par conséquent, la durée de vie utile estimative restante des immobilisations s'est améliorée et l'effet sur l'endettement est modéré.

Les charges ajustées¹⁴ ont progressé moins rapidement que les revenus de fonctionnement. Elles sont, de plus, inférieures aux revenus. En 2010, le surplus ainsi dégagé couvre le remboursement de la dette à long terme de 1,4 milliard de dollars. Une autre partie, soit 666 millions de dollars, a été affectée à l'excédent accumulé alors que 369 millions sont allés aux activités d'investissement.

Les municipalités ont des passifs plus élevés que leurs actifs financiers. Par contre, les actifs non financiers, qui sont composés presque entièrement d'immobilisations, sont plus importants que la dette nette. L'excédent accumulé qui en résulte croît plus vite que la dette nette entre 2007 et 2010. De plus, la dette nette augmente moins rapidement que la RFU, soit la capacité de l'assiette fiscale des municipalités. Dans ce contexte, la croissance de la dette nette, causée par les acquisitions d'immobilisations, ne compromet pas la capacité des municipalités à s'acquitter de leurs obligations financières.

La situation financière générale des municipalités du Québec s'est donc améliorée entre 2007 et 2010. Les résultats financiers des prochaines années confirmeront ou non cette tendance.

¹⁴ Excluant l'amortissement et la particularité comptable relative aux régimes de retraite de la Ville de Montréal.

Annexes

Glossaire

Actifs au titre des avantages sociaux futurs

Ce poste comprend l'actif au titre des avantages sociaux futurs issu de la comptabilisation des régimes de retraite à prestations déterminées. L'actif est constitué des composantes suivantes : les actifs du régime; moins l'obligation au titre des prestations déterminées; plus les pertes ou moins les gains actuariels nets non amortis.

Affectations

Les affectations, entrant dans le calcul de l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, correspondent aux sommes transférées aux activités d'investissement et à l'excédent/déficit accumulé.

Agglomération

Une agglomération est le territoire englobant une municipalité centrale et les municipalités reconstituées qui y sont liées.

Amortissement

L'amortissement est le coût annuel d'utilisation des immobilisations. Il est calculé en répartissant le coût des immobilisations sur les exercices financiers au cours desquels celles-ci seront utilisées.

Charge fiscale moyenne

La charge fiscale moyenne est une mesure du fardeau fiscal moyen d'une résidence unifamiliale moyenne.

Charges

Les charges correspondent au total des dépenses effectuées pour les activités courantes et de l'amortissement des immobilisations de la période concernée.

Charges nettes

Les charges nettes correspondent aux charges diminuées des revenus pour les services rendus aux organismes municipaux et des quotes-parts versées par les municipalités reconstituées aux municipalités centrales. Leur utilisation permet d'éviter de considérer ces dépenses en double.

Consolidation

La consolidation permet de présenter les états financiers d'une municipalité et des organismes faisant partie de son périmètre comptable comme s'ils ne formaient qu'une seule et même entité.

Dette nette

La dette nette est l'excédent des passifs sur les actifs financiers.

Durée de vie utile d'une immobilisation

Période estimative pendant laquelle une immobilisation est susceptible de rendre des services à la municipalité.

Endettement net à long terme

L'endettement net à long terme correspond à la dette à long terme de laquelle sont déduits, notamment, les sommes affectées à son remboursement et les montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés. Il inclut les activités d'investissement et de fonctionnement à financer, soit les dépenses encourues qui ne sont pas encore financées par un emprunt à long terme, ainsi que les dettes en cours de refinancement.

Endettement total net à long terme

L'endettement total net à long terme est égal à la somme de l'endettement net à long terme et de la quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes tels que les municipalités régionales de comté et les communautés métropolitaines.

Excédent (déficit) accumulé

L'excédent (déficit) accumulé était appelé auparavant l'« Avoir des contribuables ». Il représente l'écart entre les actifs et les passifs. Il constitue la somme de tous les excédents et déficits annuels accumulés par une municipalité.

Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales

Il s'agit de l'excédent de fonctionnement considéré aux fins de la taxation. Il résulte de l'ajustement de l'excédent de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales, en fonction des éléments considérés ou non aux fins de la taxation tels que l'amortissement des immobilisations, les affectations et le remboursement de la dette à long terme. Il est l'indicateur à considérer pour évaluer si une municipalité satisfait à son obligation légale d'équilibre budgétaire.

Excédent de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales

L'excédent de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales correspond à l'excédent des revenus de fonctionnement sur les charges, moins les revenus d'investissement.

Hygiène du milieu

Cette fonction regroupe les activités relatives à l'eau et aux égouts, aux matières résiduelles, aux cours d'eau et à la protection de l'environnement.

Immeubles des réseaux

Il s'agit des immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux, des cégeps et des universités ainsi que des écoles primaires et secondaires.

Indice des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation mesure le coût à un moment donné, exprimé par rapport à la période de base, d'un « panier » constant de biens et de services qui représente les achats de la population cible au cours d'une période donnée. La quantité et la qualité de ces biens et de ces services étant constantes ou équivalentes, la variation de leurs coûts résulte uniquement du mouvement des prix. Les prix servant au calcul de l'IPC sont les prix au détail et englobent toutes les taxes de vente, d'accise et autres taxes imposées aux produits.

Municipalité

Les municipalités locales constituent le territoire de base du régime municipal québécois. Elles exercent une autorité locale conformément aux lois municipales. Les municipalités de village nordique ainsi que les villages cris et le village naskapi sont exclus des données des municipalités locales. Les villages nordiques font l'objet d'une publication distincte.

Municipalité centrale

Les municipalités centrales sont constituées en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001). Elles sont, au sein d'une agglomération, la municipalité dont le territoire a été diminué en faveur des municipalités reconstituées.

Les municipalités centrales doivent rendre compte des opérations de l'agglomération. Leur rapport financier est constitué de trois parties : les compétences de nature locale, les compétences d'agglomération et le portrait global. La première partie concerne les activités propres à la municipalité et la seconde réfère à celles de l'agglomération. Ces deux parties ne sont pas consolidées. La dernière partie regroupe les deux autres ainsi que les activités des organismes contrôlés s'il y a lieu.

Municipalité reconstituée

Les municipalités reconstituées sont d'anciennes municipalités qui existaient avant les fusions municipales de 2002 et qui ont été reconstituées le 1^{er} janvier 2006 selon la volonté des citoyens exprimée lors des référendums de juin 2004.

Périmètre comptable

Le périmètre comptable d'une municipalité englobe les opérations financières des organismes qu'elle contrôle. Le contrôle correspond au pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives d'un autre organisme de sorte que les activités de celui-ci procureront des avantages à la municipalité ou l'exposeront à un risque de perte.

Produit intérieur brut

Valeur, sans double compte, des biens et services produits dans le territoire économique d'un pays ou d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production.

Plan d'action économique du Canada

Le Plan d'action économique du Canada est le nom donné au budget du Canada pour les années 2009 et suivantes. En 2009, il comprenait des mesures importantes mises en place en réponse au ralentissement économique mondial, et ce, afin de stimuler l'économie canadienne et la création d'emploi par le biais, notamment, de dépenses importantes en infrastructures. En cette matière, le budget de 2010 est la continuité de celui de 2009.

Plan québécois des infrastructures (PQI)

Le Plan québécois des infrastructures a été lancé en 2007. Il vise la modernisation, la réfection et la préservation des infrastructures publiques telles que les installations municipales de traitement de l'eau potable et d'assainissement des eaux usées ainsi que les infrastructures de transport en commun.

Revenus autonomes

Les revenus autonomes comprennent les taxes, les paiements tenant lieu de taxes, les revenus pour services rendus, les quotes-parts, les quotes-parts dans les résultats nets d'entreprises municipales, les revenus d'imposition de droits, les amendes, les pénalités, les intérêts et les autres revenus.

Revenu personnel disponible

Le revenu personnel disponible correspond au revenu personnel duquel sont soustraits les impôts directs des particuliers, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts courants versés par les particuliers aux administrations publiques.

Richesse foncière uniformisée (RFU)

La RFU comprend l'évaluation uniformisée de tous les immeubles imposables situés sur un territoire donné, à laquelle est ajoutée, en tout ou en partie, celle de certains immeubles non imposables à l'égard desquels sont versés des paiements tenant lieu de taxes. Elle donne une indication de la capacité des municipalités à générer des revenus.

Service de la dette

Le service de la dette correspond au remboursement de capital et aux intérêts sur la dette à long terme à la charge de la municipalité.

Valeur comptable nette des immobilisations

La valeur comptable nette des immobilisations correspond au coût des immobilisations duquel est soustrait l'amortissement cumulé depuis l'acquisition de ces immobilisations.

Villes de 100 000 habitants et plus

Au Québec, dix villes ont 100 000 habitants et plus. Il s'agit de Montréal, Québec, Laval, Gatineau, Longueuil, Sherbrooke, Saguenay, Lévis, Trois-Rivières et Terrebonne.

ANNEXE 2

Liste des municipalités absentes

Voici les municipalités dont les données financières n'ont pas été considérées dans les analyses, graphiques et tableaux du présent document. Leur population et leur code géographique sont affichés à titre informatif.

Municipalités et territoires non organisés (TNO) n'ayant pas de rôle d'évaluation foncière et ne déposant pas de rapport financier :

Code géographique	Nom	Population
23015	Notre-Dame-des-Anges	408
NR100	TNO regroupés MRC Rimouski-Neigette	15
NR972	TNO regroupés MRC Caniapiscau	0
NR981	TNO regroupés MRC Minganie	0

Municipalités locales et TNO qui ne rapportent aucune transaction même s'ils ont déposé un sommaire du rôle d'évaluation foncière en 2010 :

Code géographique	Nom	Population
21015	Saint-Louis-de-Gonzague-du-Cap-Tourmente	2
45080	Saint-Benoît-du-Lac	48
NR020	TNO regroupés MRC Le Rocher-Percé	0
NR060	TNO regroupés MRC d'Avignon	0

Municipalités n'ayant pas transmis les documents requis au MAMROT au moment du début des travaux de préparation de cette publication :

Code géographique	Nom	Population
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	553
11005	Saint-Clément	522
39090	Sainte-Élizabeth-de-Warwick	372
42065	Maricourt	434
42070	Kingsbury	93
51045	Saint-Justin	1 028

56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	1 951
67015	La Prairie	23 198
69055	Huntingdon	2 453
76065	Harrington	783
84020	Portage-du-Fort	277
84025	Bryson	590
96005	Baie-Trinité	511
96015	Franquelin	359
96035	Chute-aux-Outardes	1 739
98012	Saint-Augustin	883
Total	16 municipalités	35 746

Source des données

- Les données financières de l'année 2010 ont été compilées par le MAMROT à partir des renseignements inscrits par les municipalités dans leur rapport financier 2010 en date du 15 décembre 2011. Elles se retrouvent notamment dans le document « Sommation des données pour l'ensemble du Québec »¹⁵ publié sur le site Web du MAMROT.
- Les données de population utilisées reflètent la population au 1^{er} janvier 2010 selon le décret 1334-2009 adopté le 21 décembre 2009.
- Les données comparatives des années 2007 à 2009 sont celles publiées sur le site Web du MAMROT pour le rapport financier des années correspondantes. Elles se retrouvent notamment dans le document « Sommation des données pour l'ensemble du Québec » de chacune des années.
- La richesse foncière uniformisée est calculée à partir des informations apparaissant dans la publication de la richesse foncière uniformisée, de chacune des années concernées, disponible sur le site Web du MAMROT. La richesse foncière des municipalités absentes au rapport financier est exclue.
- Le revenu personnel disponible, l'indice des prix à la consommation et le produit intérieur brut ont été calculés à partir des informations présentes sur le site Web de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO) lors de la préparation de ce document.
- La charge fiscale moyenne est utilisée telle que présentée dans le profil financier des municipalités disponible sur le site Web du MAMROT.

Note : Les données apparaissant dans ce document sont arrondies. Les taux de croissance, les répartitions et autres calculs sont faits à partir des données non arrondies. Des calculs effectués à partir des données contenues dans ce document pourraient présenter des résultats légèrement différents.

¹⁵ Les informations contenues dans ce document représentent la somme des données des municipalités ayant transmis leur rapport financier à la date indiquée. Elles n'ont pas fait l'objet d'éliminations autres que celles effectuées par les municipalités dans leur rapport financier respectif. Les services que certaines municipalités se rendent entre elles et les quotes-parts que les municipalités reconstituées versent aux municipalités centrales augmentent légèrement le total des revenus et des charges, et ce, pour chacune des années. Leur impact est toutefois négligeable dans le contexte de cette analyse.

ANNEXE 4

Évolution des revenus de fonctionnement par catégories

	2007	2008	2009	2010	MTCA ⁽¹⁾
Taxes (en M\$)	8 610,8	9 074,8	9 367,3	9 993,0	
Taux de croissance annuel (en %)	-	5,4	3,2	6,7	5,1
Paielements tenant lieu de taxes (en M\$)	701,0	692,9	710,7	781,7	
Taux de croissance annuel (en %)	-	(1,1)	2,6	10,0	3,8
Quotes-parts (en M\$)	9,9	167,0	494,7	537,0	
Taux de croissance annuel (en %)	-	1 583,1	196,2	8,5	-
Transferts (en M\$)	1 020,6	1 046,0	1 196,0	1 240,7	
Taux de croissance annuel (en %)	-	2,5	14,3	3,7	6,9
Services rendus (en M\$)	1 737,9	1 852,4	1 860,0	1 919,7	
Taux de croissance annuel (en %)	-	6,6	0,4	3,2	3,4
Imposition de droits (en M\$)	450,1	462,2	451,9	587,9	
Taux de croissance annuel (en %)	-	2,7	(2,2)	30,1	10,2
Amendes et pénalités (en M\$)	305,4	318,2	374,5	361,4	
Taux de croissance annuel (en %)	-	4,2	17,7	(3,5)	6,1
Intérêts (en M\$)	276,3	257,4	173,1	183,4	
Taux de croissance annuel (en %)	-	(6,8)	(32,8)	6,0	(11,2)
Autres revenus (en M\$)	472,2	425,2	348,0	425,6	
Taux de croissance annuel (en %)	-	(10,0)	(18,2)	22,3	(1,9)
Total (en M\$)	13 584,4	14 296,3	14 976,2	16 030,3	
Taux de croissance annuel (en %)	-	5,2	4,8	7,0	5,7

⁽¹⁾ MTCA : Moyenne des taux de croissance annuels

ANNEXE 5

Évolution des revenus d'investissement par catégories

	2007	2008	2009	2010	MTCA ⁽¹⁾
Taxes (en M\$)	9,6	15,5	10,0	15,1	
Taux de croissance annuel (en %)	-	61,3	(35,5)	51,2	25,6
Quotes-parts (en M\$)	0,9	0,5	0,2	0,3	
Taux de croissance annuel (en %)	-	(42,2)	(59,0)	40,5	(20,3)
Transferts (en M\$)	807,8	834,8	1 346,7	1 725,7	
Taux de croissance annuel (en %)	-	3,3	61,3	28,1	30,9
Autres revenus (en M\$)	255,5	300,7	422,3	332,7	
Taux de croissance annuel (en %)	-	17,7	40,4	(21,2)	12,3
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales (en M\$)	4,7	1,5	1,3	2,1	
Taux de croissance annuel (en %)	-	(68,4)	(12,1)	58,0	(7,5)
Total (en M\$)	1 078,6	1 153,0	1 780,5	2 076,0	
Taux de croissance annuel (en %)	-	6,9	54,4	16,6	26,0

⁽¹⁾ MTCA : Moyenne des taux de croissance annuels

ANNEXE 6

Évolution des revenus totaux par catégories

	2007	2008	2009	2010	MTCA ⁽¹⁾
Taxes (en M\$)	8 620,5	9 090,3	9 377,3	10 008,1	
Taux de croissance annuel (en %)	-	5,5	3,2	6,7	5,1
Paielements tenant lieu de taxes (en M\$)	701,0	692,9	710,7	781,7	
Taux de croissance annuel (en %)	-	(1,1)	2,6	10,0	3,8
Transferts (en M\$)	1 828,4	1 880,8	2 542,7	2 966,4	
Taux de croissance annuel (en %)	-	2,9	35,2	16,7	18,2
Services rendus (en M\$)	1 737,9	1 852,4	1 860,0	1 919,7	
Taux de croissance annuel (en %)	-	6,6	0,4	3,2	3,4
Autres revenus (en M\$)	1 759,6	1 763,7	1 769,7	1 891,0	
Taux de croissance annuel (en %)	-	0,2	0,3	6,9	2,5
Quotes-parts diverses (en M\$)	15,6	169,1	496,2	539,4	
Taux de croissance annuel (en %)	-	983,1	193,5	8,7	-
Revenus totaux (en M\$)	14 663,0	15 449,3	16 756,7	18 106,3	
Taux de croissance annuel (en %)	-	5,4	8,5	8,1	7,3

⁽¹⁾ MTCA : Moyenne des taux de croissance annuels

ANNEXE 7

Évolution des charges par fonctions

	2007	2008	2009 ⁽¹⁾	2010 ⁽¹⁾
Administration générale (en M\$)	1 641,7	1 694,4	1 754,6	1 751,1
Taux de croissance annuel (en %)	-	3,2	3,6	(0,2)
Sécurité publique (en M\$)	2 098,9	2 268,3	2 576,1	2 682,4
Taux de croissance annuel (en %)	-	8,1	13,6	4,1
Transport (en M\$)	2 889,6	3 279,7	4 041,8	3 906,0
Taux de croissance annuel (en %)	-	13,5	23,2	(3,4)
Hygiène du milieu (en M\$)	1 443,8	1 560,9	2 286,0	2 436,0
Taux de croissance annuel (en %)	-	8,1	46,5	6,6
Santé et bien-être (en M\$)	199,3	175,3	193,6	186,8
Taux de croissance annuel (en %)	-	(12,0)	10,4	(3,5)
Aménagement, urbanisme et développement (en M\$)	570,3	584,5	729,2	794,7
Taux de croissance annuel (en %)	-	2,5	24,7	9,0
Loisirs et culture (en M\$)	1 435,9	1 527,7	1 830,8	1 967,1
Taux de croissance annuel (en %)	-	6,4	19,8	7,4
Réseau d'électricité (en M\$)	217,8	220,2	235,5	232,6
Taux de croissance annuel (en %)	-	1,1	6,9	(1,2)
Frais de financement (en M\$)	924,0	984,7	1 028,5	1 080,3
Taux de croissance annuel (en %)	-	6,6	4,5	5,0
Total (en M\$)	11 421,2	12 295,8	14 676,1	15 037,0
Taux de croissance annuel (en %)	-	7,7	19,4	2,5

⁽¹⁾ Inclus l'amortissement des immobilisations.

ANNEXE 8

Évolution des charges par objets

	2007	2008	2009	2010	MTCA ⁽¹⁾
Rémunération (en M\$)	4 391,0	4 574,7	4 749,1	4 947,2	
Taux de croissance annuel (en %)	-	4,2	3,8	4,2	4,1
Charges sociales (en M\$)	1 057,4	1 180,4	1 013,4	798,1	
Taux de croissance annuel (en %)	-	11,6	(14,1)	(21,2)	(7,9)
Biens et services (en M\$)	4 011,9	4 448,3	4 389,3	4 416,6	
Taux de croissance annuel (en %)	-	10,9	(1,3)	0,6	3,4
Frais de financement (en M\$)	924,0	984,7	1 028,5	1 080,3	
Taux de croissance annuel (en %)	-	6,6	4,5	5,0	5,3
Contributions à des organismes (en M\$)	779,8	933,2	1 339,6	1 469,4	
Taux de croissance annuel (en %)	-	19,7	43,6	9,7	24,3
Amortissement des immobilisations (en M\$)	-	-	1 865,6	2 057,6	
Taux de croissance annuel (en %)	-	-	-	10,3	10,3
Autres (en M\$)	257,1	174,5	290,5	267,7	
Taux de croissance annuel (en %)	-	(32,1)	66,4	(7,8)	8,8
Total (en M\$)	11 421,2	12 295,8	14 676,1	15 037,0	
Taux de croissance annuel (en %)	-	7,7	19,4	2,5	9,8
Taux de croissance annuel ajusté (en %) ⁽²⁾	-	7,7	6,5	4,3	6,2

⁽¹⁾ MTCA : Moyenne des taux de croissance annuels

⁽²⁾ Excluant l'amortissement et la particularité comptable liée aux régimes de retraite de la Ville de Montréal.

ANNEXE 9

Évolution de la situation financière

	2007	2008	2009	2010
Encaisse (en M\$)	918,8	1 060,4	1 217,6	1 338,8
Taux de croissance annuel (en %)	-	15,4	14,8	10,0
Placements temporaires (en M\$)	1 294,6	1 450,2	966,3	1 038,9
Taux de croissance annuel (en %)	-	12,0	(33,4)	7,5
Débiteurs (en M\$)	5 498,4	5 753,2	5 888,2	7 078,9
Taux de croissance annuel (en %)	-	4,6	2,3	20,2
Prêts (en M\$)	60,9	82,3	63,4	46,0
Taux de croissance annuel (en %)	-	35,1	(23,0)	(27,4)
Placements à long terme (en M\$)	1 351,1	1 395,8	1 689,4	2 215,5
Taux de croissance annuel (en %)	-	3,3	21,0	31,1
Participations dans des entreprises municipales (en M\$)	61,8	56,6	57,7	58,2
Taux de croissance annuel (en %)	-	(8,4)	1,9	0,8
Actif au titre des avantages sociaux futurs (en M\$)	25,6	27,5	21,2	431,7
Taux de croissance annuel (en %)	-	7,2	(22,8)	1 937,2
Autres actifs financiers (en M\$)	8,9	8,4	9,0	14,6
Taux de croissance annuel (en %)	-	(5,5)	7,1	61,9
Total des actifs financiers (en M\$)	9 220,1	9 834,3	9 912,8	12 222,6
Taux de croissance annuel (en %)	-	6,7	0,8	23,3
Découvert bancaire (en M\$)	32,7	28,3	64,5	55,0
Taux de croissance annuel (en %)	-	(13,7)	128,2	(14,7)
Emprunts temporaires (en M\$)	650,6	997,2	1 023,4	1 779,6
Taux de croissance annuel (en %)	-	53,3	2,6	73,9
Créditeurs et charges à payer (en M\$)	2 826,8	3 173,9	3 366,6	3 636,0
Taux de croissance annuel (en %)	-	12,3	6,1	8,0
Revenus reportés (en M\$)	393,5	419,2	273,1	272,6
Taux de croissance annuel (en %)	-	6,5	(34,9)	(0,2)
Dettes à long terme (en M\$)	17 656,0	18 584,7	19 583,1	21 044,5
Taux de croissance annuel (en %)	-	5,3	5,4	7,5
Passif au titre des avantages sociaux futurs (en M\$)	780,9	936,3	725,4	623,9
Taux de croissance annuel (en %)	-	19,9	(22,5)	(14,0)
Total des passifs (en M\$)	22 340,5	24 139,6	25 036,0	27 411,6
Taux de croissance annuel (en %)	-	8,1	3,7	9,5
Dettes nettes (en M\$)	13 120,4	14 305,4	15 123,2	15 189,0
Taux de croissance annuel (en %)	-	9,0	5,7	0,4
Immobilisations (en M\$)	33 364,1	35 993,7	39 919,4	42 909,9
Taux de croissance annuel (en %)	-	7,9	10,9	7,5
Propriétés destinées à la revente (en M\$)	472,3	490,0	468,3	469,6
Taux de croissance annuel (en %)	-	3,8	(4,4)	0,3
Stocks de fournitures (en M\$)	152,7	163,8	173,1	181,6
Taux de croissance annuel (en %)	-	7,3	5,7	4,9
Autres actifs non financiers (en M\$)	177,7	179,7	141,0	250,2
Taux de croissance annuel (en %)	-	1,1	(21,5)	77,4
Total des actifs non financiers (en M\$)	34 166,7	36 827,2	40 701,9	43 811,3
Taux de croissance annuel (en %)	-	7,8	10,5	7,6
Excédent (déficit) accumulé (en M\$)	21 046,3	22 521,8	25 578,7	28 622,3
Taux de croissance annuel (en %)	-	7,0	13,6	11,9

ANNEXE 10

Évolution des acquisitions d'immobilisations par catégories

	2007	2008	2009	2010
Infrastructures (en M\$)	2 176,8	2 886,6	3 550,0	3 319,1
Taux de croissance annuel (en %)	-	32,6	23,0	(6,5)
Bâtiments (en M\$)	416,8	496,9	607,1	678,3
Taux de croissance annuel (en %)	-	19,2	22,2	11,7
Véhicules (en M\$)	279,3	320,3	410,1	633,3
Taux de croissance annuel (en %)	-	14,7	28,0	54,4
Terrains (en M\$)	75,5	84,0	94,0	103,0
Taux de croissance annuel (en %)		11,4	11,8	9,6
Autres (en M\$)	292,8	378,5	335,4	319,6
Taux de croissance annuel (en %)	-	29,2	(11,4)	(4,7)
Total (en M\$)	3 241,2	4 166,2	4 996,6	5 053,4
Taux de croissance annuel (en %)	-	28,5	19,9	1,1

ANNEXE 11

Évolution de la valeur comptable nette des immobilisations par catégories

	2007	2008	2009	2010	MTCA ⁽¹⁾
Infrastructures (en M\$)	22 613,5	23 961,7	25 737,5	28 224,0	
Taux de croissance annuel (en %)	-	6,0	7,4	9,7	7,7
Bâtiments (en M\$)	3 909,2	4 174,9	4 442,1	4 912,3	
Taux de croissance annuel (en %)	-	6,8	6,4	10,6	7,9
Véhicules (en M\$)	1 369,1	1 491,3	1 676,1	1 918,7	
Taux de croissance annuel (en %)	-	8,9	12,4	14,5	11,9
Terrains (en M\$)	1 089,0	1 235,4	2 265,1	2 357,6	
Taux de croissance annuel (en %)	-	13,5	83,3	4,1	33,6
Autres (en M\$)	1 241,7	1 339,5	1 382,6	1 487,7	
Taux de croissance annuel (en %)	-	7,9	3,2	7,6	6,2
Immobilisations en cours (en M\$)	3 141,7	3 790,9	4 416,2	4 009,6	
Taux de croissance annuel (en %)	-	20,7	16,5	(9,2)	9,3
Total (en M\$)	33 364,1	35 993,7	39 919,4	42 909,9	
Taux de croissance annuel (en %)	-	7,9	10,9	7,5	8,8

⁽¹⁾ MTCA : Moyenne des taux de croissance annuels

